

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article : 22, Partie II, Titre B

Déposée par: M. Ernâni Lopes, Mme. Maria Eduarda Azevedo, M. Manuel Lobo Antunes et M. António Nazaré Pereira

Qualité : - Membres et Suppléants

---

1. (...)

2. (...)

3. ~~Une ligne du budget de l'Union destinée au financement d'urgence d'initiatives dans le cadre de la politique étrangère et de sécurité commune et notamment aux activités préparatoires d'une mission visée à l'article 30, paragraphe 1 de la Partie 1 de la Constitution est créée. Des procédures spécifiques sont mises en place pour garantir l'accès rapide aux crédits inscrits sur cette ligne et leur utilisation effective dans les délais imposés par les situations concernées.~~

~~Les activités préparatoires des missions visées à l'article 30, paragraphe 1 de la Partie 1 de la Constitution, qui ne sont pas mises à la charge du budget de l'Union, sont financées par un fonds de lancement, constitué de contributions des États membres.~~

~~Le Conseil adopte à la majorité qualifiée sur proposition du Ministre des Affaires étrangères :~~

- ~~— les modalités de l'institution et du financement du fonds, notamment les montants financiers alloués au fonds ainsi que les modalités de son remboursement ;~~
- ~~— les modalités de gestion du fond ;~~
- ~~— les modalités de contrôle financier.~~

~~Lorsqu'il envisage une mission visée à l'article 30, paragraphe 1 de la Partie 1 de la Constitution, qui ne peut être mise à la charge du budget de l'Union, le Conseil autorise le Ministre des affaires à utiliser ce fonds. Le Ministre des Affaires étrangères fait rapport au Conseil sur l'exécution de ce mandat.~~

---

#### Explication:

Tout en reconnaissant que les matières versées dans le numéro 3 sont relevantes, nous croyons qu'elles ne doivent pas, d'un point de vue technique, être encadrées dans le contexte constitutionnel. Elles relèvent plus du droit dérivé.